

[Traduction]

crucial du débat; tout cela est lié au FPE et à ces grandes questions.

Le président: Oui, et le comité s'est déjà prononcé à ce sujet.

Je ne voudrais pas trop accaparer le comité, mais j'aimerais simplement vous poser deux autres questions. Depuis le début de ce programme, combien de membres avez-vous ajoutés à vos effectifs?

M. May: Depuis l'annonce de ce programme, nous en avons ajouté 16. Ce programme exige un personnel particulièrement nombreux en comparaison de certains autres, car il s'agit de réunir deux secteurs différents, soit les universités et l'industrie, après quoi intervient un processus de négociation en vue d'élaborer une proposition. Mais en bref, la réponse est 16.

Le sénateur Marsden: Une partie des fonds de ce programme couvre-t-elle les salaires de ceux qui doivent administrer les subventions de contrepartie dans les universités?

M. May: C'est une possibilité.

Le sénateur Marsden: Ces fonds peuvent être utilisés pour les salaires?

M. May: Oui. Par exemple, dans le cas du programme des professeurs-chercheurs industriels, le plein salaire du professeur nommé est versé.

Le sénateur Marsden: Mais qu'en est-il du personnel, des personnes autres que les membres du corps professoral?

M. May: Il pourrait y avoir une équipe de recherche qui comprenne des étudiants en soins postopératoires et des techniciens.

Le sénateur Marsden: Qu'en est-il des secrétaires ou des commis?

M. May: Les secrétaires et les commis tombent généralement dans la catégorie des frais généraux.

Le sénateur Marsden: Exactement, ce qui fait que les universités n'ont probablement pas ajouté seize membres à leur personnel en contrepartie des seize personnes que vous-même avez ajoutées à vos effectifs.

M. May: Habituellement, elles doivent le faire, car l'engagement en cause comporte trois éléments. Si l'université accepte des fonds de l'industrie, ainsi que des fonds du CRFNG devant servir à des professeurs-chercheurs industriels, elle doit contribuer aux frais généraux et elle le fait.

Le sénateur Marsden: J'espère avoir l'occasion de parler avec des universitaires de ce problème et de la nécessité de cette contribution.

Je n'ai qu'une autre question. D'après certains grands économistes canadiens, il est fou de songer à faire de la R et D au Canada, car nous pouvons importer les recherches effectuées ailleurs, ce qui est moins cher, meilleur et plus rapide. À l'avant-dernière page de votre mémoire, vous dites:

Vous conviendrez sans doute que le Canada pourrait s'appuyer sur une base de R et D industrielle beaucoup plus solide que celle actuellement en place et qu'il faut

[Traduction]

prendre toutes les mesures nécessaires pour stimuler les entreprises canadiennes à accroître leur engagement envers la R et D et à mettre en œuvre davantage les résultats de recherche.

J'aimerais vous signaler, M. May, que tel n'est pas l'avis que d'autres économistes donnent à de nombreuses entreprises canadiennes. Que pensez-vous de ce problème?

M. May: Cela me renforce dans ma conviction que l'économie est une triste science.

Le sénateur Marsden: C'est incontestable.

M. May: Mais pour être sérieux, nous avons eu longtemps recours à l'immigration pour régler nos problèmes, y compris pour répondre à nos besoins en R et D. 50 p. 100 de ceux qui ont obtenu des subventions sont des néo-canadiens et c'est merveilleux. Mais pouvons-nous continuer dans cette voie tout au long des années 90, jusqu'au XXI^e siècle? Je n'ai parlé à aucun économiste, mais dans les entreprises, dans les universités et dans le monde de la technologie, on estime que nous ne pourrions continuer dans la même direction, car tous les autres pays aspirent à augmenter leur potentiel, à se doter d'une base industrielle de haute technologie, à créer des industries de matière grise, etc. Je pense donc que nous serons amèrement déçus si nous croyons pouvoir continuer à recruter à l'étranger la moitié des scientifiques et des ingénieurs dont nous avons besoin.

Le sénateur Marsden: Merci.

Le président: Sénateur Haidasz?

Le sénateur Haidasz: Merci, monsieur le président. Tout d'abord, j'ai une déclaration générale à faire. J'ai été choqué d'entendre que malgré tout l'argent des contribuables que les gouvernements fédéral et provinciaux affectent à l'enseignement postsecondaire, même aujourd'hui, le matériel des universités est désuet, comme vous le dites à la page 4 de votre mémoire, et le climat n'est pas assez stimulant pour donner lieu à un bon effort scientifique. Il est également décevant d'entendre qu'en 1988, nous n'avons pas encore les meilleurs scientifiques et les meilleurs étudiants pour obtenir des résultats de recherche efficaces. En est-il vraiment ainsi, monsieur May?

M. May: Je dirais plutôt que...

Le sénateur Haidasz: Était-ce une exagération?

M. May: Non, je dis simplement que nous pourrions déraiper, que nous pourrions ne pas être en mesure de maintenir le cadre nécessaire ou de nous assurer de la disponibilité de matériel de pointe. Le problème est réel et il s'accroîtra, à moins que plus de ressources soient débloquées.

Certains professeurs d'université disent que le matériel des laboratoires est plus vieux que les étudiants auxquels ils enseignent. Évidemment, ce n'est pas une vérité universelle, mais dans la mesure où cela peut s'appliquer à un établissement quelconque, il y a un problème. Ainsi, on peut utiliser du matériel pour former des étudiants qui devront travailler sur d'autres machines une fois qu'ils auront obtenu leur diplôme et qu'ils auront trouvé un emploi dans le secteur privé, où il faut